

# René DUMONT : " La voie africaine du socialisme " est souvent un camouflage du capitalisme



Les investissements sont insuffisants, surtout dans les secteurs les plus productifs. (A.D.P.)

**A** la suite de la publication de son livre « L'Afrique noire est mal partie », nous avons demandé à notre camarade René Dumont de nous préciser son point de vue sur les problèmes auxquels les pays africains récemment promus à l'indépendance doivent faire face pour tenter notamment de remédier au sous-développement économique. On sait que René Dumont, agronome éminent, spécialiste de l'agriculture des pays en voie de développement, a étudié la première phase de la révolution dans les campagnes chinoises, qu'il a été consulté sur la réforme agraire par de nombreux dirigeants des pays du tiers monde, y compris par Fidel Castro et par Ben Bella.

Ce n'est pas sans hésitation qu'il a été amené à adresser des critiques, parfois très vives, aux jeunes Etats africains dont il avait suivi avec sympathie le combat pour l'indépendance. Il justifie ainsi sa position dans l'introduction de l'ouvrage « L'Afrique noire est mal partie » (Seuil, éditeur) : « Je puis d'autant moins me taire que j'ai été consulté par les jeunes gouvernements malgache (été 1958), guinéen (1959), puis ivoirien (1959-60). De mars à octobre 1961, j'ai été appelé successivement au Mali, au Congo, au Tchad, au Dahomey, au Sénégal, de nouveau à Madagascar et au Cameroun. En septembre 1960, après Cuba, j'ai participé à l'élaboration du futur Plan

de Ruanda-Urundi : je porte donc, de la situation actuelle, une part de responsabilité. Elle s'alourdirait encore si je ne disais pas aux Africains qui, croyant l'indépendance politique suffisante, sous-estiment l'économie, ou simplement se complaisent dans leurs privilèges, le danger de cette position. »

Tribune Socialiste. — On parle souvent des inégalités criantes, des privilèges qui existent dans les pays récemment promus à l'indépendance. Vous avez vous-même dénoncé avec force ces inégalités, ces injustices dans un certain nombre d'articles et de conférences, ainsi que dans votre livre « L'Afrique noire est mal partie ». Cependant, ne sont-elles pas, dans une certaine mesure, inévitables, étant donné l'état de sous-développement, d'arriération économique qui est encore celui des pays du tiers monde ?

René Dumont. — Autrefois, au temps du colonialisme, il y avait un petit nombre de riches et un très grand nombre de pauvres. Aujourd'hui, avec l'indépendance, il y a plus de riches du fait que beaucoup de gens émergent au budget des jeunes Etats, mais cela résulte du développement de l'administration, non des usines. Dans le cas de

l'Afrique noire, cette situation présente plusieurs aspects très négatifs :

1° Les investissements sont insuffisants, en particulier dans les secteurs les plus productifs.

2° Il n'y a pas d'indépendance politique réelle, du fait de la dépendance budgétaire à l'égard de l'ancienne métropole.

3° Les importations somptuaires destinées à la clientèle privilégiée (fruits, légumes, autos achetés en Europe) se traduisent par une hémorragie de devises qui pourraient être à coup sûr mieux employées.

4° L'alcoolisme est un fléau qui sévit particulièrement chez les fonctionnaires (absorption de vin rouge mêlé d'eau-de-vie). Par exemple, à Dakar, les fonctionnaires représentent 6 % de l'ensemble de la population mais, parmi les gens soignés pour éthyliisme, la proportion de fonctionnaires est de 45 %.

**T.S. — Y a-t-il eu une élévation ou une régression du niveau de vie depuis l'indépendance ?**

**R. Dumont.** — Dans l'ensemble, il faut plutôt parler de stagnation. Par exemple, en Côte-d'Ivoire, où l'on utilise le plus les méthodes capitalistes, les ouvriers et les planteurs ont vu leur niveau de vie s'élever depuis l'indépendance, Mais il n'en va pas de même des paysans. Le véritable prolétaire est le paysan. Quant aux ouvriers, encore peu nombreux, ils défendent àprement leurs intérêts corporatifs.

En Afrique Noire, les privilégiés sont les fonctionnaires et les parlementaires. Songez qu'au Cameroun six mois, seulement de salaire d'un parlementaire représente... 36 ans de gains du paysan moyen. On comprend que beaucoup de chômeurs de ce pays, lorsqu'ils ne sombrent pas dans la délinquance, vont rejoindre les maquis encore tenus par l'U.P.C.

**T.S. — On assigne généralement aux pays sous-développés anciennement colonisés deux tâches essentielles à remplir : l'industrialisation et la réforme agraire. Pensez-vous qu'il y ait un ordre de priorité entre ces deux tâches ?**

**R. Dumont.** — L'industrialisation et la réforme agraire, tâches en effet primordiales, sont à mettre sur le même pied. Le problème de la réforme agraire est malgré tout différent de ce qu'il est en Inde et en Amérique du Sud. En Afrique noire, il n'y a pas besoin de réforme agraire, car il n'existe pas de grands domaines privés, sauf exceptions (Congo ex-belge). La propriété tribale permet une exploitation collective, rationnelle, comportant la mise en jachère des terres après trois ans de culture.

En ce qui concerne l'industrie, elle a commencé à se développer dans des centres comme Dakar et Abidjan, mais il y a avant tout la nécessité de remédier au sous-emploi dans les campagnes qui, par ailleurs, sont clientes de l'industrie.

Or, le progrès en agriculture se heurte à des obstacles qui tiennent, non à la forme de la propriété, mais aux structures familiales anciennes, à la gérontocratie qui caractérise les familles patriarcales, au matriarcat, parfois à l'Islam (au Sénégal, les marabouts, pour lesquels travaillent les paysans, ne font rien pour

éclairer ceux-ci sur les méthodes modernes de culture). L'agriculture en est à un stade précapitaliste.

Pour ce qui est du commerce, les bénéfices réalisés dans cette activité sont trop souvent exportés en France, en Belgique, en Allemagne, plutôt que de servir au développement de l'Afrique.

On peut dire également que les gouvernements ne se soucient pas autant qu'il faudrait du progrès agraire. Le paysan est trop méprisé. C'est le règne du fonctionnaire facilité par l'inadaptation de l'enseignement implanté par la France. Certes, l'analphabétisme est en recul, mais à quel prix ! En Haute-Volta, la scolarisation de 8 p. 100 des enfants coûte 23 p. 100 du budget. C'est que les salaires des maîtres, les bâtiments, etc., sont comparables à ceux de l'ancienne métropole. Et comment l'instituteur noir devenu député et ministre, l'instituteur qui doit tout à l'école, pourrait-il être amené à critiquer cet enseignement ?

La caste dirigeante se laisse trop souvent guider par des considérations de prestige contraires aux intérêts de pays misérables. Je cite des exemples de gaspillage dans mon livre. C'est ainsi qu'à Ouagadougou, le gouvernement a interdit les taxis 2 CV considérés comme indignes de cette capitale !

**T.S. — Que pensez-vous de l'aide étrangère et de la façon dont elle est utilisée ?**

**R. Dumont.** — Ce n'est pas moi qui contesterai la nécessité d'une aide étrangère à l'Afrique, mais je pense que, pour être pleinement efficace, dégagée de toute arrière-pensée politique ou mercantile, cette aide devrait être dispensée sur un plan international, dans le cadre de l'O.N.U. Il faut allouer non seulement des crédits, mais envoyer des techniciens. Pour commencer, je pense que la réorganisation de notre service militaire devrait s'accompagner de la création d'un service civil d'outremer pour lequel on ferait appel à des volontaires. On pourrait aussi envoyer des paysans et des ouvriers africains faire des stages en France.

Il y a, bien entendu, le problème des investissements, Il faut d'abord favoriser les fabriques d'engrais, les industries alimentaires et, à partir de là, créer peu à peu tout un secteur industriel. Il faut aider les pôles de développement existants : Dakar, Abidjan. Cependant, les capitalistes étrangers introduisent souvent des priorités discutables : c'est ainsi qu'un rapport de la Banque d'Indochine recommande la construction de brasseries jugées très rentables, ce qui ne peut manquer de favoriser l'alcoolisme.

**T.S. — Que pensez-vous des débuts de planification qui ont eu lieu en Afrique ?**

**R. Dumont.** — Il y a eu, par exemple, des tentatives de planification au Sénégal, auxquelles Dia a contribué avec le concours des équipes du R.P. Leuret. En fait, il s'est agi plutôt d'organiser la répartition des crédits venant de l'extérieur et des crédits budgétaires. Il y a quelques industries de base financées par l'Etat au Sénégal, il n'y en a pas en Côte-d'Ivoire et au Cameroun. Par contre, en Guinée et au Mali, l'Etat s'est efforcé de favoriser l'introduction des machines.

Toutefois, en Guinée, la nationalisation du commerce a échoué, en raison de l'incompétence et parfois la malhonnêteté des responsables de ce secteur.

**T.S. — Que pensez-vous de ce qu'on appelle « la voie africaine du socialisme » ?**

**R. Dumont.** — « La voie africaine du socialisme » est trop souvent un camouflage du capitalisme. En réalité, il y a des socialismes... On peut certes concevoir un socialisme adapté à l'Afrique, avec une transition néo-capitaliste.

En fait, il y a un mode d'esprit capitaliste qui se caractérise par la corruption ou par la mise en avant de considérations de rentabilité et de prestige. Je puis encore vous citer l'exemple du palais d'Houphouët-Boigny à Abidjan pour lequel le marbre de Carrare qu'on avait fait venir ayant été jugé insuffisant, on a commandé aux Russes de la malachite de l'Oural...

Dans ces conditions, l'autoritarisme est moins un moyen d'assurer le développement du pays que de défendre les intérêts d'une caste.

**T.S. — Vous avez été invité récemment en Algérie par le président Ben Bella. Quel est votre sentiment sur la situation de ce pays, sur les problèmes auxquels il a actuellement à faire face ?**

**R. Dumont.** — L'Algérie indépendante bénéficie d'un plus haut degré de développement économique et culturel que les autres Etats d'Afrique, Malheureusement, le potentiel révolutionnaire forgé dans la lutte

est affaibli du fait que beaucoup de cadres ont disparu. Il y a maintenant un obstacle psychologique au progrès qui vient des désillusions qui ont suivi l'indépendance.

Une aide extérieure est bien entendu nécessaire. A mon avis, il faut créer trois secteurs économiques : un secteur public pour le développement des industries de base, un secteur semi-public, un secteur privé dont les intérêts doivent être garantis par des contrats conclus pour une durée déterminée.

Ce qu'il y a de grave actuellement, c'est que les dirigeants n'ont pas de doctrine. La bourgeoisie musulmane est encore faible, mais grossie par les hommes au pouvoir.

Ben Bella me semble plein de bonne volonté, mais il ne peut suivre la voie cubaine, car il a besoin de l'aide française et américaine. Le ministre de l'Agriculture, Ouzegane, doit faire appel à des techniciens étrangers.

La réforme agraire est une nécessité ainsi que le développement de l'industrie pétro-chimique qui exige des capitaux étrangers. La vigne représente 70 p. 100 des exportations. Il y a là une dépendance à l'égard de la France qui ressemble à celle qui existait pour Cuba à l'égard des U.S.A. avec le sucre. Il faut envisager une reconversion géographique et technique de la vigne (production de jus de raisin et de raisin sec).

Je voudrais terminer en disant que les pays de l'Est aident aussi l'Algérie. La Yougoslavie en particulier a envoyé un vice-ministre qui conseille utilement le gouvernement pour la réforme agraire et a fourni 500 tracteurs.